REPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT A LA BASE, DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES

AGENCE NATIONALE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT A LA BASE (ANADEB)

PROJET DE COHESION SOCIALE DES REGIONS NORD DU GOLFE DE GUINEE (COSO) » P175043

Financement : IDA 70710 - TG & D9930 – TG

****

Intitulé de la mission : Etude de diagnostic sur la cohésion sociale dans la zone d'intervention du projet COSO au Togo

Référence : AMI N° 006/2022/ANADEB COSO/PRMP du 13 décembre 2022

1- Le Gouvernement de la République Togolaise a reçu de l'Association Internationale de Développement (IDA) un financement de soixante millions (60 000 000) de dollars pour la mise en œuvre du projet de Cohésion sociale des régions nord du golfe de Guinée (COSO), et se propose d'utiliser une partie des fonds pour effectuer des paiements autorisés au titre du contrat pour lequel cet avis à manifestation d'intérêt est publié.

2 - Les services de consultant (« les Services ») ont pour objectif de faire un diagnostic global de la cohésion sociale dans la zone d'intervention du projet au Togo afin d'aider l'ANADEB à mener des actions ciblées sur les principales défaillances aux plans vertical et horizontal.

L'étude se fera en 2 volets : un premier volet « Revue documentaire » qui permettra d'identifier les études réalisées ou en cours, ainsi que les projets/programmes intervenant sur la thématique de Cohésion sociale au Togo et principalement dans la zone d'intervention du projet. Le second volet sera une « Collecte et analyse de données » qui permettra de mieux comprendre les dynamiques liées à la cohésion sociale dans les communautés bénéficiaires du projet.

De façon spécifique, il s'agit de :

Premier volet :

- Etablir un bilan des études qui ont été réalisées dans les domaines de la prévention des conflits et de l'extrémisme violent, de la consolidation de la paix et de la promotion de la cohésion sociale ;
- Etablir une cartographie des différents acteurs actifs dans ce domaine, et des programmes en cours ou planifiés.

Deuxième volet :

- Approfondir la compréhension de la façon dont les différents interlocuteurs envisagent la cohésion sociale ; déterminer quelles sont pour eux les caractéristiques d'une communauté ou société cohésive ;
- Identifier et décrire les mécanismes de mobilisation communautaire inclusive existants, qu'ils soient endogènes ou initiés par un projet ou une initiative publique, ainsi que leur évolution ;
- Décrire les interactions entre ces différents mécanismes, et la façon dont ils sont perçus par les différents interlocuteurs ;

Agbalépédogan, rue 48 Maison 426, Villa Malou 01 B.P.: 2098 Lomé-Togo
Tél.00228 93 86 93 73 /22 25 57 11 site web : www.anadeb.org
Email : anadeb@anadeb.org
Banque mondiale Crédit N° 7071-TG & Don N° D993 - TG

- Identifier les principaux risques et principales failles en termes de cohésion sociale dans les zones d'intervention du projet ainsi que les dimensions sur lesquelles se trouvent les défaillances principales (horizontale ou verticale, au sein des communautés ou entre les communautés ou encore entre les communautés et l'administration publique) ;

  « Les aspects suivants pourraient être pris en compte pour l'objectif ci-dessus : les rapports intergénérationnels et la façon dont ils pèsent sur les mécanismes de mobilisation communautaire, la problématique du foncier, la problématique liée au changement climatique, y compris parcelles incultes, la problématique des chefferies et de l'administration locale, la problématique liée aux rapports entre agriculteurs et éleveurs, les inégalités, exclusions et leur évolutions etc… »

- Etablir une typologie des conflits et des mécanismes de gestion de ces conflits existants ; identifier les pratiques qui sont utilisées par les communautés pour résoudre les différents conflits qui peuvent se déclarer, comprendre comment les interlocuteurs perçoivent ces mécanismes et leur pertinence.

- Comprendre quelles seraient selon les différents interlocuteurs en fonction des catégories sociales, les solutions les plus adaptées au renforcement de la cohésion sociale.

Au-delà de ces objectifs, d'autres aspects importants pourront également être pris en compte tels que :

- La perception des autorités locales/pouvoir publics locaux ;
- La perception du degré auquel les communautés sont exposées aux menaces liées aux groupes armés ;
- La perception des différents interlocuteurs sur les actions des projets existants : pertinence, équité etc…et impact sur la cohésion sociale ;
- La perception des communautés sur la gestion des infrastructures marchandes et non marchandes (prise en compte des aspects genres, inclusion des groupes minoritaires, implications des acteurs) ;
- Les mécanismes de gestion concertées des infrastructures marchandes et non marchandes existants dans la zone du projet ;
- Les dynamiques sociales existantes autour des infrastructures marchandes.

3 - La durée prévisionnelle d'exécution de la mission est de vingt-cinq (25) Hommes/jours étalés sur deux (2) mois. Cette durée comprend la prise de contact, la planification de la mission, la collecte des documents et la revue documentaire ; la collecte et l'analyse données, l'élaboration et la transmission du rapport provisoire ainsi que la restitution (au niveau interne) de la mission puis la soumission du rapport définitif.

Le démarrage de la mission est prévu pour le mois de janvier 2022.

4 - Les qualifications minimum exigées pour la mission :

Cette étude requiert une expertise pluridisciplinaire, toutefois les critères suivants seront déterminants pour la sélection du consultant.

a. Être détenteur d'un diplôme de niveau supérieur (Bac+5 ou plus) en Sociologie, anthropologie, géographie, agronomie, ou tout autre diplôme jugé pertinent pour la mission ;
b. Avoir au moins 10 ans d'expérience professionnelle ;
c. Justifier d'une expérience d'au moins cinq (05) ans dans la réalisation d'études ;
d. Avoir exécuté au moins deux (02) missions sur les thématiques liées à la prévention des conflits, la promotion de la paix, la lutte contre l'extrémisme violent, la cohésion sociale au cours des 10 dernières années ;
e. Avoir une très bonne connaissance des dynamiques communautaires en particulier dans la zone d'intervention du projet ;
f. Avoir réalisé une étude dans l'un des pays bénéficiaires du projet COSO est un atout.

5 - La méthode de « Sélection de Consultants Individuels (CI) » telle que décrite dans le Règlement de Passation des Marchés de la Banque mondiale sera utilisée pour le choix du consultant.

6 - Les consultants intéressés par la mission sont invités à porter leur attention sur les paragraphes sur la section III, paragraphes 3.14, 3.16 et 3.17 du Règlement de Passation des Marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteurs sollicitant un Financement de Projets d'Investissement (FPI) de Novembre 2020, des Services de Consultants qui décrit les politiques de la Banque mondiale sur les conflits d'intérêt.

7 - Les informations complémentaires relatives à la mission peuvent être obtenues à l'adresse indiquée ci-dessous aux heures de service suivantes : de lundi à vendredi de 08 h 00 à 12 h 00 et de 15 h 00 à 17 h 00 (heures GMT).

8 - Les Consultants éligibles réunissant les qualifications requises et expériences pertinentes peuvent manifester leur intérêt à travers un CV détaillé + les références et preuves des missions effectuées.
NB : les preuves d'exécution de missions (attestations de bonne fin d'exécution, contrats exécutés ou tous autres documents jugés pertinents) sont obligatoirement requises pour la prise en compte d'une mission citée dans un CV.

9 - Les manifestations d'intérêt, rédigées en français portant la mention « **MANIFESTATION D'INTERET POUR LA MISSION DE DIAGNOSTIC SUR LA COHESION SOCIALE DANS LA ZONE D'INTERVENTION DU PROJET COSO AU TOGO »**, doivent être déposées sous pli fermé en trois (03) exemplaires (1 original + 2 copies) ou envoyés par e-mail (marchespublics@anadeb.org) au plus tard le **28 décembre 2022 à 17 h 00 (TU)** à l'adresse ci-dessous mentionnée :

Lomé : Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB), sise à Agbalépédogan, Lomé, Rue 48 Maison 426, Villa Malou 01 BP 2098 Lomé-Togo, Tél. (0028) 22 25 57 11, E-mail marchespublics@anadeb.org , Secrétariat, porte 111.

Le présent avis à manifestation d'intérêt ainsi que les termes de référence de la mission peuvent être consulté sur le site de l'ANADEB (www.anadeb.org)

NB : Seul le consultant retenu sera consulté

La Personne Responsable des Marchés Publics

Mazalo Atchidalo KATANGA